

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'EXTRÉMÉ
Un an..... 64 fr.	Un an... 96 fr.
Six mois... 32 fr.	Six mois... 48 fr.
Trois mois 16 fr.	Trois mois 24 fr.
Chèque postal Ferandel 586-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Rédaction : ANDRÉ COLOMER

123, Rue Montmartre, PARIS (2^e)

EXPLIQUONS-NOUS avant notre Congrès extraordinaire

Nous avons promis des explications. En voici :

Examinons d'abord la situation de notre journal après bientôt trois mois d'expérience.

Les conditions prévues et espérées dans les rapports soumis et adoptés au Congrès ont-elles été remplies ?

Nous disons non !

1^o Appoint financier, sous forme d'emprunt et souscriptions, bien inférieur aux prévisions ;

2^o Le chiffre d'abonnés et de lecteurs est insuffisant, et beaucoup trop éloigné de celui que nous pensions obtenir ;

3^o Depuis le mois d'août, et surtout depuis le départ de « notre quotidien », par suite de l'augmentation du prix de l'impression, du papier, de la main-d'œuvre, nos dépenses ont été plus élevées que celles que nous avions prévues. En conséquence, notre déficit journalier fut également beaucoup plus fort, et à la date du 15 février il était d'environ 900 francs.

Pour déterminer exactement ce déficit nous avons été obligés d'attendre le résultat de la vente en province fourni par les Messageries Hachette, et c'est seulement le 15 février que nous en avons eu connaissance.

Devant cette situation, le Conseil d'Administration a pris les premières mesures qui s'imposaient : réduire le tirage, et porter le prix de l'exemplaire à 10 fr.

Mais cela est-il suffisant ? Non seulement le Conseil d'Administration doit faire face aux difficultés présentes, mais aussi il doit envisager celles de l'avenir.

Le change, les nouvelles mesures fiscales, menacent d'aggraver encore la situation du LIBERTAIRE QUOTIDIEN.

Aussi, le Conseil d'Administration, soucieux de respecter le mandat que le Congrès du mois d'août lui a confié, engage les Anarchistes à se concerter rapidement, afin de voir ce qu'il y a lieu de faire, et à déléguer le plus grand nombre possible de camarades au Congrès Extraordinaire qui aura lieu dimanche prochain 24 courant, dans une salle qu'il désignera d'ici-là.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

30.000 ouvriers sont en grève dans la région parisienne

Chez Citroën

La journée d'hier fut une journée de pourparlers d'une part et d'extension du mouvement d'autre part.

La délégation ouvrière a discuté avec la direction au mieux des intérêts ouvriers.

Le Comité de grève des usines Citroën et Mors, réunis à Sorgeot, a enregistré le bel entraînement des grévistes et a entendu le compte rendu de la délégation. Il a décidé de déjouer les manœuvres patronales en invitant les camarades à assister tous à la réunion qui se tiendra ce matin à 9 h. 30, rue Grange-aux-Belles.

La délégation rendra compte de l'entrevue.

Plus que jamais, il faut rester tous unis et ne pas se laisser influencer par les procédés d'intimidation patronale. Aujourd'hui, à 14 heures, tous les grévistes iront à la paix et continueront le mouvement avec calme et dignité jusqu'à complète satisfaction.

Chez Panhard-Levassor

Depuis quelques jours, les compagnons de cette maison reviennent à l'action.

Vendredi passé une réunion fut tenue par le personnel et une délégation nommée pour porter les réclamations à la direction. Dans la journée de samedi, tous les délégués, et même d'autres copains, qui avaient posé des affiches ou distribué des tracts, furent, sans explications, réglés et mis hors de l'usine.

Lundi soir, une autre réunion fut tenue et une nouvelle délégation nommée.

Hier elle s'en fut à la direction et pendant ce temps la grève des bras croisés fut décidée dans tous les ateliers. A 13 heures, la direction n'ayant accepté aucune des revendications posées par la délégation, la grève fut décidée.

Une réunion fut aussitôt tenue dans laquelle les grévistes, au nombre de 2.000, votèrent la grève si les conditions suivantes n'étaient pas acceptées :

1^o Réintégration des révoqués ;
2^o Augmentation des salaires de 6 francs par jour ;

3^o Respect des huit heures ;

4^o Reconnaissance des délégués d'usine.

On le voit, le mouvement est bien parti et les grévistes pleins d'entrain, obtiendront satisfaction.

Grande réunion ce matin, à 8 h. 30, à l'Utilité sociale, boulevard Blanqui.

Le Comité de grève siège en permanence à la Maison des Syndiqués, 163, boulevard de l'Hôpital.

Un appel à l'Unité

Des camarades occupés aux usines Citroën, Panhard, etc., et adhérents au syndicat autonome des métaux nous ont adressé les lignes suivantes :

Nous invitons nos camarades en lutte, et surtout ceux qui ont la direction du mouvement, de ne pas oublier que pour notre réussite à tous il faut tenir compte que jamais, l'unité d'action est nécessaire.

Parmi les grévistes, il y a plusieurs opinions et diverses tendances. Il y a des croyants, des athées, des républicains, des socialistes, des communistes, des libertaires, des syndicalistes. Malgré les diversités d'idées, nous avons tous intérêt à nous unir contre le patronat afin de voir aboutir au plus tôt nos justes revendications.

C'est pourquoi il faut faire abstraction

de nos conceptions personnelles pour le moment et ne penser qu'à l'intérêt commun.

Il faut éloigner toutes les tutelles extérieures, politiques et autres, et faire appel à toutes les bonnes volontés syndicales. Il y a trois syndicats de métallurgistes dans la Seine : confédéré, unitaire et autonome. Ces trois syndicats, au lieu de chercher une influence particulière sur les délégués, se doivent de s'entendre. S'ils ont la sagesse de s'unir pendant la grève, ils aideront à la réussite et ils prépareront l'unité nécessaire pour demain.

Il n'y a qu'un seul syndicat de patrons. Il nous faut ouvrir pour qu'il n'y ait qu'un seul syndicat ouvrier. Cherchons ce qui nous unit, éloignons ce qui nous divise. Un pour tous, tous pour un.

Un groupe de syndiqués métallurgistes.

Dans la Chaussure

Le mouvement s'est étendu aujourd'hui chez Guillaume, Pichon et Bonnet, Baillet, Alcadun, Grasset, Berthon, Plé, Jourdain, etc., etc.

Dans cinq petites maisons, le syndicat a autorisé le personnel à travailler ayant obtenu des augmentations dépassant largement les 30 sous offerts par les manitous du syndicat patronal.

Tout le monde tient le coup aisément et tous nos camarades sont résolus à ne pas accepter les propositions ridicules des manitous de la chaussure.

Aujourd'hui, grande réunion centrale de tous les grévistes à la Grange-aux-Belles.

Le Conseil syndical et les délégués des quatre secteurs de grève se réunissent tous les soirs à 6 heures à la Bourse du travail jusqu'à nouvel ordre.

A noter que la grève a éclaté à Romans (Drôme) dans la fabrique de chaussures Bonnefoy.

A Cosne (Nièvre), le personnel de l'usine La Chaussee est également en grève pour une augmentation de salaires.

Les Vidangeurs

Le personnel de la Compagnie Moritz s'est réuni hier matin à la Grange-aux-Belles, de 10 heures à 12 h. 30. Les militants ont expliqué la situation.

Devant la volonté patronale à vouloir affamer les ouvriers, l'assemblée, fort nombreuse, a décidé à l'unanimité moins quatre voix, de refuser le personnel qu'elle avait accordé jusqu'à ce jour pour l'entretien des chevaux. Cela donnera l'occasion à l'équipe patronale de nourrir elle-même ses chevaux et de travailler un peu.

L'assemblée fait appel aux camarades de la Compagnie nouvelle et Terroirs de Saint-Denis pour qu'ils se joignent au mouvement dès aujourd'hui.

Le Comité de grève est en permanence 101, rue de Meaux et se tient à la disposition de ces messieurs pour discuter, chose que les patrons ont intérêt à faire rapidement s'ils ne veulent pas s'exposer à entendre dévoiler leurs procédés contraires à l'hygiène de la population. Un personnel qui gagne de 18 à 27 francs par jour a bien le droit de réclamer une petite augmentation.

Lire en troisième page
les nouvelles
sur la grève des dockers anglais

On massacre les Anarchistes en Bulgarie

La police ayant eu vent qu'une réunion anarchiste devait avoir lieu dans une maison de la banlieue de Sofia, a procédé à l'encerclement de cet immeuble. Les anarchistes, pour se défendre, répondirent par des coups de revolver qui tuèrent un gendarme et un agent de la sûreté. Peu après le feu se déclarait dans l'immeuble où les anarchistes persisteraient à résister. Appelés en hâte, les pompiers maîtrisèrent l'incendie.

On apprend que la police a pu s'emparer de trois de nos camarades anarchistes, et que trois cadavres, complètement carbonisés, ont été retirés des décombres.

Six agents ont été plus ou moins blessés, et la police procède à de nombreuses arrestations.

Le guet-apens inqualifiable de la police doit susciter les protestations de tous les gens de cœur.

Il est inadmissible qu'on vienne ainsi attaquer à coups de revolver des adversaires politiques qui discutent en réunion publique.

L'ignominie d'une telle conduite se passe de commentaires.

Jusqu'ici on ne sait pas encore le nombre exact de nos camarades qui ont trouvé la mort dans cet odieux guet-apens, mais il y a en au moins cinq ou six, sans compter ceux qui ont été grièvement blessés.

Espérons qu'une réputation universelle s'élèvera contre ce crime du fascisme international.

La guerre tue encore !

L'armistice a été conclu, voici plus de cinq ans.

Le sang — momentanément peut-être — a cessé de couler sur l'Europe appauvrie.

Mais la guerre, sournoisement, fait encore de nouvelles victimes.

En voulez-vous une preuve ?

« A Duzey, près de Montmedy, une douzaine d'ouvriers étaient occupés, le 19 février, à la récupération de la ferraille quand un coup de piche atteignit un obus. L'explosion tua deux ouvriers, Del Monti et Morati, dont les corps furent complètement déchiquetés. Un troisième ouvrier, frère de Del Monti, eut la jambe gauche fracturée, ainsi que de multiples contusions. Il fut transporté dans un état grave à l'hôpital de Briey. »

Ainsi, en pleine paix, des hommes tombent... encore, victimes indirentes de l'ignoble tuerie.

Quand donc les humains seront-ils assez intelligents pour vouer une haine implacable à la guerre, et réaliser enfin l'idéal auquel, seuls, les consciences nobles et élevées, aspirent : la Paix ?

Feuilles épars

Selon que vous serez puissant ou misérable...

Comme si cette certitude n'était pas assez absolue, les événements viennent encore, de ce à de la, ajouter de nouvelles et éloquentes illustrations.

Deux situations : deux femmes ; deux poids et deux mesures.

D'une part, une histoire de vol et d'escroquerie embrouillée à souhait. Sans doute, parce qu'il est mêlé tout un monde éminemment honorable — d'un point de vue qui n'est pas le nôtre ! — un prince égyptien, sa principale épouse, un ambassadeur, de grandes madames et de non moins grands messieurs, enfin une mistress quelconque et très distinguée contre laquelle est déposée une plainte pour complicité.

Precisons aussitôt que ladite mistress est peut-être tout à fait innocente du délit qu'on lui reproche. Il reste, néanmoins, qu'en vertu de l'accusation qui pèse sur elle, on a du se résoudre à la prier de se tenir à la disposition de la justice. Faveur appréciable, déjà ; bien d'autres, à sa place, eussent été, sans plus de façon, envoyées à Saint-Lazare...

Mais cette personne est huppée et une inculpation, si grave et infamante soit-elle, ne saurait empêcher que l'on ne satisfaise aux exigences mondiales. C'est ce qu'a très galement compris le juge d'instruction chargé de l'affaire en accordant volontiers à cette aristocratique prévenue, l'autorisation qu'elle sollicitait de partir pour la Côte d'Azur et d'y séjourner un mois.

D'autre part, une situation toute simple et poignante. Une femme emprisonnée depuis trente mois pour un crime qu'elle n'a pas commis. Une femme qui réclame en vain, depuis des semaines, sa mise en liberté conditionnelle qu'un ministre insensé s'obstine à lui refuser. Pour aller, elle aussi, se présenter dans un lieu de villégiature à la mode ? Non. Pour souffrir de sa chère préstance les derniers instants d'une mère mourante.

A quoi bon commenter pour démontrer qu'en cette circonstance, peut-être plus qu'en toute autre, les balances de la justice n'ont jamais semblé si faussées ? Il faut plutôt demander pardon à Jeanne Morand de mettre en parallèle son émouvante douleur et les turpitudes malpropres de richards décadés.

D'autre part, une situation toute simple et poignante. Une femme emprisonnée depuis trente mois pour un crime qu'elle n'a pas commis. Une femme qui réclame en vain, depuis des semaines, sa mise en liberté conditionnelle qu'un ministre insensé s'obstine à lui refuser. Pour aller, elle aussi, se présenter dans un lieu de villégiature à la mode ? Non. Pour souffrir de sa chère préstance les derniers instants d'une mère mourante.

Voici la lettre par laquelle ils en aviseront le distributeur de « justice » :

Jeanne Morand commence la grève de la faim

Les détenus politiques de la Santé font comme elle par solidarité

Son premier jour de grève de la faim

Quand vous lirez ce journal, amis lecteurs, Jeanne Morand aura refusé son premier repas.

Avec le froid qu'il fait, nous croyons que la prisonnière ne puisse longtemps résister aux suites graves de son énergie protestation. Depuis qu'elle sait sa mère si sérieusement atteinte ; depuis cinq semaines qu'elle prépare l'Administration Pénitentiaire, afin d'être à même de donner ses soins à sa maman, Jeanne ne mange presque point. Les personnes préposées à sa surveillance l'attesteront devant l'enquêteur qui leur sera dépêché, si, toutefois, le Ministre de la Justice daigne, enfin, s'occuper de sa victime...

D'ailleurs, la photographie que nous avons donnée d'elle, l'autre jour, prouvant son épouvantable maigreur, est assez convaincante.

</div

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

Où allons-nous ? La Chambre des députés a voté hier les 20 % d'impôts supplémentaires, réclamés avec tant de persistance par le gouvernement.

Il était certain, affirmait M. de Lasteyry, que la crise du franc se ressentirait immédiatement de cette décision, et que la devise française retrouverait son équilibre.

Or, la livre est montée, hier, à 105 francs, pour se stabiliser à 102 fr. 95, et le dollar vaut près de 24 francs. Il est donc indéniable que la chute de la monnaie et des valeurs françaises a d'autres causes plus profondes et que les quelques milliards que produira la nouvelle loi n'auront d'autre effet que de faire augmenter le prix de la vie.

Ce n'est pas à nous à rechercher les raisons pour lesquelles subsiste cette instabilité de la devise nationale, alors que des hommes qualifiés prétendent que celles-ci dépassent et qu'ils ne voient pas de moyen d'éviter l'ascension constante de la livre et du dollar.

Toutes les prévisions, tous les calculs, étaient erronés et les Gouvernements qui se sont succédé en France ont été incapables de résoudre le problème.

Il est difficile de rester en dehors de toutes ces politiques politiques, car le prolétariat est la première victime de cet état de choses, et il n'est pas permis d'oublier que la dévalorisation de la monnaie allemande fut une des causes de la misère du peuple.

Nous avons déjà dit que le sort du prolétariat international était uniforme et que la crise économique qui sévissait en Allemagne pouvait trouver en France un terrain propice.

S'il est vrai que la spéculation joue un grand rôle dans la situation actuelle, la politique, elle, porte de graves responsabilités, et elle nous entraîne chaque jour dans de nouveaux périls.

L'Allemagne, en vertu du traité de Versailles, doit payer à la France certaine somme, et se déclare incapable de faire face aux engagements qui lui furent imposés par la force. La France, de son côté, doit environ 4 milliards de dollars à l'Amérique et quelques centaines de millions de livres à l'Angleterre.

L'Allemagne ne paye pas ses dettes, mais la France ne fait pas non plus face à ses échéances, et si depuis la guerre les pays créateurs de la France ont pu espérer que que celle-ci, avec sa formule « l'Allemagne paiera », arrivera à se libérer de ses dettes, ils sont aujourd'hui convaincus que l'Allemagne n'a pas les disponibilités nécessaires, et qu'il faut à la France chercher ailleurs que chez ses ennemis des possibilités financières.

Toute cette politique guerrière, couronnée par un fiasco indiscutable, et qui peut nous entraîner, qui nous entraînera fatallement, à la catastrophe, ce n'est pas Poincaré, ni ses successeurs, à quelque parti qu'ils appartiennent qui pourront l'arrêter.

Sur la pente glissante, le régime actuel est lancé vers la décomposition rapide, et l'avenir est entre les mains du prolétariat. Lui seul, ne s'embarrassant pas de politiques financières, mais simplement d'économie sociale, peut réaliser une organisation dont seront exclus tous ces problèmes qui énervent le régime capitaliste au détriment de certains capitalistes mêmes, qui ne peuvent pas échapper au chaos créé par la dernière guerre.

Les Etats s'écroulent sous le poids des charges. Le capitalisme, ou plutôt certains capitalistes aveugles par leur toute puissance, se refusent à alimenter les caisses des gouvernements qui sont cependant leurs fidèles défenseurs. Il y a donc une certaine catégorie de la bourgeoisie qui est en lutte sourde contre l'Etat, et c'est un abîme qui crèvera bientôt, car le brouillard s'épaissit chaque jour.

Le prolétariat saura-t-il profiter de cette anomalie ? Aura-t-il la force, la puissance et l'énergie de se libérer à la favore du malentendu capitaliste ? C'est la guerre ou la révolution qui approche à grands pas. S'il ne veut pas lutter pour son émancipation, il se fera tuer une fois de plus pour le capitalisme international.

Au peuple de choisir.

J. G.

ANGLETERRE

BEAUX RESULTATS

Nous nous indignons sans cesse contre la fabrication des engins de mort. La guerre terminée on continue à fabriquer des canons et des munitions et l'on ne songe qu'à de nouveaux conflits.

En attendant on apprend de temps à autre que des accidents se sont produits ici ou là et de malheureuses victimes viennent s'ajouter à celles de la « grande guerre ».

On annonce de Erith (Kend) qu'une autre jeune fille de 17 ans est morte à l'hôpital des suites des brûlures reçues hier, lors de l'explosion de l'usine de munitions, ce qui porte à treize, le nombre des victimes.

Beaux résultats en vérité. Les premières victimes de la prochaine guerre sont des jeunes filles de 17 ans.

ÉTATS-UNIS

EMOUVANT SAUVETAGE AERIEN

Une choriste, Mlle Rosalie Gordon, tentait avant-hier une descente en parachute d'un aéroplane volant à 1.500 mètres d'altitude.

Les 5.000 spectateurs qui s'étaient assemblés à Houston (Texas), pour assister à cette performance, furent frappés d'horreur en voyant le parachute s'emmêler dans le fuselage et maintenir la jeune fille suspendue en l'air à 6 mètres au-dessus de l'avion.

Diavolo, un acrobate aérien, se porta sur les plans d'atterrissement, mais ne put parvenir à ramener Mlle Gordon.

Le pilote de l'avion s'étant alors fait remplacer par un des passagers, se porta au secours de Diavolo et les deux hommes réussirent à sauver la jeune fille.

L'avion atterrit ensuite sans incident.

ALLEMAGNE

ACCIDENT DE CHEMIN DE FER

Le train de marchandises, composé de 21 wagons, après avoir déraillé hier sur le pont de Ludwigstadt, entre Saalfeld et Lichtenfeld, est tombé sur un groupe de maisons, dont la plupart s'effondrèrent.

Le mécanicien, le chauffeur et deux hommes d'équipe ont été tués.

Par une chance exceptionnelle, au moment de l'accident, il n'y avait personne dans les immeubles qui furent détruits, et qui abritaient des ouvriers d'usine, lesquels étaient déjà à leur travail.

RUSSIE

LA REVOLTE ?

L'Agence Rador annonce que suivant des nouvelles de source russe autorisée, la révolte a pris de l'extension parmi les organisations de paysans et englobe maintenant la Sibérie, le Sud-Est et la partie centrale de la Russie. La population prépare un renversement du régime actuel. Ces organisations auraient réussi à se faire des partisans parmi les commandants de l'armée rouge et les commandants soviétiques. La semaine dernière des troubles sérieux se sont produits aux environs de Moscou, à Toula et à Kursk, ainsi que des pogroms qui ont été réprimés par l'armée rouge.

Les paysans refusent de se soumettre au service militaire. A Odessa, les désordres ont atteint de grandes proportions. Les révolutionnaires mettent le feu aux villes et aux magasins. Le gouvernement fait procéder, journalièrement, à l'exécution de centaines de personnes.

Va-t-on voir les Soviets se livrer ainsi à des répressions plus sauvages que les répressions bourgeois ? La « dictature du prolétariat » va-t-elle se montrer plus féroce que toutes les dictatures réunies ? Que se passe-t-il exactement en Russie ?

A TRAVERS LE PAYS

LA NEIGE TOME...

Bordeaux, 19 février. — La neige a fait son apparition ce matin et depuis 5 h. 30 tombe sans interruption, recouvrant le sol d'une couche variant de 2 à 5 centimètres sur divers points. Le trafic de tous les véhicules est forcément considérablement restreint, mais cependant les tramways fonctionnent normalement.

...A BOURGES

Bourges, 19 février. — La neige est tombée cette nuit en abondance à Bourges et dans la région. La couche de neige, qui continue à tomber, dépasse cinq centimètres.

...A MONTAUBAN

Montauban, 19 février. — Depuis quelques jours, la température s'est considérablement rafraîchie. Ce matin, la neige tombe sur Montauban et toute la région.

ET AU HAVRE

Le Havre, 19 février. — La neige tombe depuis cette nuit en quantité plus abondante qu'au commencement de cet hiver.

Sans doute, c'est un spectacle charmant que celui des légers flocons blancs tombant rythmiquement sur le sol.

Mais ce tableau enchanteur est surtout joli à contempler... d'une chambre hermétiquement close, où brûle un bon feu.

Songeons aux pauvres diables qui passent la nuit dans les rues à la recherche d'un coin où ils auront moins froid.

La neige, c'est très beau, mais pour ceux qui ne souffrent pas !

NAUFRAGE

On annonce de Saint-Brieuc que ce matin, à une heure et demie, la dundee Postillon, du port de Tréguier, capitaine Mathurin Lefèvestier, de Pleubian, venant de Boulogne avec un chargement de ciment, s'était ancré à trois milles au nord-est de la pointe de Roselière. La chaîne ayant cassé par suite de la tempête, le bateau a dérivé vers les bancs à l'est de Roselière, s'est échoué et a coulé.

L'équipage est monté dans la maturité et s'y est attaché, restant dans cette position jusqu'à dix heures.

Le novice Jean Dutertre, âgé de vingt et un an, de Plérin, est mort de congestion vers cinq heures.

M. Lemée, ancien pilote, et deux autres marins ont pu, après deux heures de travail, arriver, non sans s'être échoués également, à sauver les quatre survivants, et à ramener le mort à terre.

LES GREVES

A Beauvais la grève qui a éclaté depuis huit jours dans une fabrique de tapis continue.

A Nîmes, la grève des ouvriers confectionneurs continue. La direction d'un établissement a fait apposer ce matin devant la porte une pancarte annonçant que les ateliers resteraient fermés jusqu'à nouvel ordre, et qu'il serait procédé aux réébauchages lors de leur réouverture. La cessation de travail de cet établissement entraîne le chômage de près de 1.800 personnes dont un certain nombre travaillent chez elles.

Un groupe de grévistes a tenté, à midi, de déboucher les ouvriers d'autres maisons.

LOCK-OUT

On annonce de Saint-Etienne que les patrons de deux verreries de Rive-de-Gier ont fermé momentanément leurs portes à la suite d'une demande d'augmentation de salaires formulée par leurs ouvriers. Trois cents verriers sont atteints par cette fermeture.

Singulières méthodes qui consistent à mettre sur le pavé quelques centaines de familles.

Quand donc la classe ouvrière sera-t-elle assez unie pour empêcher de tels abus patronaux ?

En lisant les autres...

En marge de l'après-guerre

Dans Paris-Soir, M. André Lamandé s'insigne avec ardeur et vigueur contre les infâmes injustices de guerre :

Un pauvre diable qui n'a jamais vu les journées est importé par le torrent de la mobilisation, jeté en première ligne et se bat. Un jour, il coûte la vie et la paix, il prend au vent. Il fuit. On l'arrête. On le juge. Douze balles dans le corps, quelques pelotes de terre sur son cadavre, et c'en est fait de lui. On dans le même secteur, un général — par ignorance ou vanité — pousse ses troupes à un massacre inutile. Il doit des comptes. Il les rend. On le convainc de débilité intellectuelle, et le sang d'une brigade est retombé sur lui. Une semaine plus tard, Limoges compte un stratagème pour que la morte de l'armée soit débordante.

Mais il y a mieux. La guerre finie, la victoire est jetée tout chaude aux pieds d'hommes politiques. En quelques mois, ils dilapident le budget de trois millions d'hommes et le crédit moral du pays. C'est la trahison par incapacité ou négligence. Les veillons tuer, tel le pauvre diable ? Qu'en se rassure. Le pouvoir jeté bas donne une livrée à leurs successeurs, ils vont caresser des comtesses ou ferrer des cigares. Personne ne s'en indigne. Et eux savent bien que, tout à l'heure, on les rappellera.

Hélas ! Et jusques à quand cela durera-t-il ?

La faillite

C'est ainsi que M. Victor Basch intitule son article dans l'Ère Nouvelle, et M. Léon-Jacques Blocq d'écrire :

Le gouvernement de M. Poincaré traîne probablement une vie incertaine. Il ne doit son existence — tristement canotée — qu'aux piques de cocacolide de soude qu'avait sa connaissance des faillites humaines, M. Léon-Daudet lui injecte quotidiennement. C'est un record, assurément, d'assurer la politique que ce Maître-Jacques parlementaire vient de réaliser, au nez et à la barbe de ses collègues stupéfaits.

De même que M. Pierre Bertrand remarque ironiquement dans le *Quotidien* :

La presse gouvernementale est toute frémisante d'indignation. Elle vient de faire un calme si riche de remplir de content.

Songez donc ! Le débat sur les projets de M. Poincaré dure depuis vingt-trois jours ; quatre-vingt-onze orateurs ont pris la parole ; la question de confiance a été posée onze fois, et il n'y a eu que deux articles votés, sur cent neu.

Encore ces comptes ont-ils été établis avant la séance d'hier.

Oui, c'est entendu, mais croyez-vous, messieurs, que nous serions mieux lotis avec le Parlement que vous mettriez en place du Parlement actuel ? Avec les bateleurs que vous feriez succéder aux bateleurs que nous voyons évoluer aujourd'hui ?

Allons donc ! La pluie, et vous le savez aussi bien que nous, est dans ce Parlement lui-même et ces bateleurs eux-mêmes.

Les remplacer par d'autres est une vaine besogne de politiciens.

Les huit heures en Suisse

On sait que par un référendum, les huit heures ont été maintenues en Suisse. Et tous les réformistes sont joyeux. M. Victor Snell écrit dans la *Lanterne* :

La décision du corps électoral helvétique ne saurait valoir que pour la Suisse. Elle montre cependant, avec netteté et avec force, que quand la classe qui travaille a « conquis » un avantage, elle ne se le laisse pas arracher facilement. On le savait, mais il n'est pas inutile d'en avoir confirmation.

Et M. Jouhaux écrit dans le *Peuple* :

Pour la troisième fois, les travailleurs suisses viennent de signifier qu'ils entendent sauvegarder les huit heures et ne point tolérer les attaques hypocrites ou brutales dirigées contre la réforme par les forces de régression sociale.

Le référendum de dimanche n'est pas une manifestation isolée, en effet.

Une première tentative avait été faite contre la semaine de quarante heures des ouvriers des transports et des P.T.T. ; elle fut repoussée par une votation populaire.

Une seconde fut faite, voici deux ans et demi, à l'occasion d'une résolution présentée par un député nommé Apt. Malgré l'appui du pouvoir et la bienveillance du Parlement fédéral, elle échoua devant le fait que le mouvement ouvrier réunit en quelques jours plus de deux cent mille signatures demandant un référendum.

Les réformistes suisses ont donc obtenu une victoire formelle de la majorité du peuple suisse.

Félicitons nos camarades d'une victoire qu'ils ont conquise grâce à leur énergie, grâce à une propagande remarquable menée et qui a bouleversé toutes les manœuvres et tous les menées de la coalition réactionnaire.

Certes, nous n'avons pas été les derniers à nous réjouir de la victoire de nos camarades en Suisse, mais M. Jouhaux est-il le seul à se réjouir ?

Le résultat obtenu par la pression qu'a su exercer la classe ouvrière d'un seul pays.

Répétitions générales

Dans l'*Eclair*, M. André Lang écrit, au sujet des répétitions générales :

Une pièce qu'on acclame ou qu'on nie, une pièce qui violente les consciences, qui révèle la critique lethargique et la rappelle à sa mission est une œuvre qui compte. C'est indiscutable. Or, seul le public des générations est capable de réagir aussi brutallement, aussi sûrement. Il ne s'agit pas ici, je le répète, du « Tombeau sous l'Arc de Triomphe » et des « réactions » que l'œuvre de Raynal provoque. Le malentendu qui surgit, entre l'auteur et une partie du public, à la générale de cette tragédie magnifique, fut d'un autre ordre et n'eut pas pour cause la valeur de l'œuvre. Devant une œuvre incertaine, ce public peut hésiter, bâiller même. Il lui arrive de prendre des vases pour des lanternes. La réciprocité n'est pas vraie. Car quelque chose de son émotion ou de son respect paraît toujours, jusque dans ses plus lourdes erreurs. Son opinion écrit, dans l'ensemble, demeure toujours sujette à caution. Mais son opinion écrit, son opinion écrit de la minute même, a une valeur presque absolue.

Il n'en reste pas moins que le public des répétitions générales n'est pas toujours remarquable par son intelligence et que, bien souvent, ses jugements, — jug

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Les grèves

Métallurgie de Cherbourg. — Les ouvriers métallurgistes de Cherbourg trouvant leurs salaires trop bas, ont organisé une réunion. Ils ont décidé de porter leurs revendications devant le comité patronal métallurgiste.

Assainissement de Saint-Ouen. — Les ouvriers de l'usine d'incinération des ordures ménagères ont cessé le travail, réclamant 0 fr. 50 de l'heure en plus. La direction offre 0 fr. 15.

Manufacture de Beauvais. — Une entreprise a eu lieu entre la délégation ouvrière et le directeur. Ce dernier a déclaré que les grévistes étaient des privilégiés en prétendant que leurs salaires étaient plus élevés qu'ailleurs. Il a du culot, le monsieur !

Saint-Etienne. — Grève des polisseurs de l'usine Meiller et Denis, réclamant 20 % de plus et le renvoi d'un garde-chiourme.

Les polisseurs de la maison Astier sont en grève pour réclamer une augmentation de 10 %.

Le personnel des verreries Vve Souteyran et Roche sont en lutte pour demander 20 %.

Granitiers d'Abainville (Meuse). — Les grévistes ont repris le travail après avoir obtenu une augmentation horaire de 0 fr. 05 à 0 fr. 25.

Porcelaineries de Saint-Génois (Indre). — Après avoir obtenu la journée de huit heures au lieu des 10 heures qu'ils faisaient, les ouvriers ont demandé une majoration de 25 % afin que le salaire ne soit pas diminué. Ils ont du se mettre en grève par suite de l'intransigeance patronale.

Les revendications

Mineurs du Nord. — Les délégués du Nord et du Pas-de-Calais se sont réunis à Douai et ont décidé de demander une augmentation de 3 à 6 francs par jour, à partir du 1^{er} mars.

Ouvriers en limes du Chambon-Feugères (Loire). — Les ouvriers ont formulé des relèvements de salaire de 25 à 40 %.

CONTRE L'IMPÔT SUR LES SALAIRES

Alertes dans le 17^e...

Dans le dix-septième, le camarade Albert Lucien, 36, rue Gauthier, doit être saisi aujourd'hui, pour n'avoir pas payé l'impôt sur les salaires.

Nous invitons tous les camarades des 17^e et 18^e, Saint-Ouen, Clichy, Levallois à venir nombreux pour empêcher les valets de Lasteyrie d'accomplir leur triste besogne.

et à Saint-Maur

Le C. I. fait appel à tous les camarades disponibles de tous les alentours pour faire échec au comte de Lasteyrie pour le VENDREDI 22 FEVRIER. Rendez-vous dès l'aube, 6, boulevard de Crétel. Descendre des tramways 101 et 101 bis, au Pont de Crétel, suivre le chemin de l'avenue de Saint-Maur à Crétel.

Appel est fait à toutes les bourses volontaires, car nous ne serons jamais de trop.

L'Assemblée du S.U.B.

L'assemblée générale ordinaire du S.U.B. eut lieu dimanche 17 et les assistants acceptèrent à l'unanimité les revendications proposées par la 13^e région et décidèrent, devant la situation nouvelle créée par les circonstances qui aggravent la condition déjà précaire des travailleurs, un regroupement plus large dans le Syndicat pour la conquête d'améliorations qui nous permettent de vivre.

Constatant le départ du Syndicat de presque tout l'élément politique, ce qui libère l'organisation et lui permet de porter toute son activité pour arracher ces revendications, l'assemblée pense qu'un appel sévère doit être fait aux camarades qui avaient quitté le Syndicat à cause des discussions stériles de tendance et aux travailleurs qui nous ignorent encore. A cet effet, l'A. G. donne toute latitude au conseil général pour satisfaire aux vœux des sections techniques qui désiraient des mesures d'amnistie ou un abaissement du taux d'adhésion pendant un temps limité, parallèlement à un effort redoublé de propagande.

D'autre part, les camarades s'engagent à mener avec énergie sur les chantiers toute l'action désirable en accord avec le Syndicat et la 13^e région.

Avant de se séparer, l'assemblée a voté l'ordre du jour suivant :

« Les membres du S. U. E. réunis en A. G. à la Bourse du Travail, le 17 février 1923, déclarent se solidariser entièrement avec le regroupement de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie dans son action en faveur de l'amnistie des condamnés politiques martyrisés dans les grottes du Gouvernement de ce pays; comme ils s'associent à toute campagne pour l'amnistie et le respect des droits humains en France et dans tous les pays, comme ils réclament la liberté pour Côtin, Bouvet, Taulé, Jeanne Morand et tous autres, les travailleurs du bâtiment la réclament pour nos camarades russes et protestent contre les persécutions systématiques exercées en Russie contre les militants de la Révolution d'octobre 1917, traqués sans merci jusqu'à leurs confins du cercle polaire. »

« Ils s'élèvent avec indignation contre la barbarie inouïe du traitement infligé dans les bagnes russes à des représentants du prolétariat, ce qui fait partie d'un plan d'extermination, en particulier contre la déportation dans les îles de la mer Blanche, aux confins du cercle polaire. »

« Les travailleurs du bâtiment demandent au gouvernement russe la libération des détenus politiques et le retour à un régime qui garantisse aux révolutionnaires leur droit d'expression et d'action. »

Aux Ébénistes

Alors qu'au cours de ces derniers dix mois, le coût de la vie a augmenté de 25 %, les salaires, dans l'ébénisterie, sont restés stationnaires.

Le patronat du meuble, à cause de la baisse du franc, compte sur une reprise importante et prochaine dans notre industrie. Aussi plusieurs fabricants, pour faire échec à nos revendications, s'empressent de faire effectuer des heures supplémentaires.

Il faut que ces messieurs sachent que nous ne sommes nullement disposés à nous laisser faire.

Pour faire appliquer les huit heures, nous allons d'abord nous servir des moyens légaux. Et si ces derniers sont insuffisants, si l'inspecteur du travail est impuissant, nous n'hésiterons pas à avoir recours à une arme plus efficace : l'action directe.

Le Syndicat.

A LA FAMILLE NOUVELLE

Un peu de clarté est nécessaire

Je n'ai jamais fait de polémiques dirigées contre des individualités quelconques appartenant aux organisations politiques ou économiques. J'ai en profond horreur les calomnies déversées sans cesse dans les journaux quotidiens ou hebdomadaires, se réclamant de la lutte révolutionnaire, j'ai des raisons sérieuses pour agir ainsi.

J'ai toujours estimé que les polémiques oiseuses ne pouvaient, en aucune façon, servir la classe ouvrière. J'aime la véritable discussion qui peut se faire entre les différentes doctrines politiques ou philosophiques, laquelle peut être profitable à tous les travailleurs conscients qui cherchent à développer leur intellect. Que ce soit en controverses qui intéressent le mouvement ouvrier international ou la lutte loyale sur les idées qui ne peut qu'être profitable à tous. Aussi je n'ai jamais refusé la contradiction dans les multiples réunions auxquelles j'ai assisté, je l'ai même recherchée dans le seul but de m'éduquer et d'en faire également profiter mes camarades travailleurs. Je ne sortirai donc pas de cette manière d'envisager la meilleure façon de comprendre la véritable propagande. C'est un peu à contre-cœur, que je tiens à exposer dans cet article, les manœuvres qui sont organisées systématiquement par les membres d'un parti politique contre d'autres camarades ne pensant pas comme eux sur la question sociale, non pas dans le but d'attiser les haines si regrettables qui divisent le mouvement ouvrier, mais bien pour démontrer par des exemples qu'elles existent.

La Coopérative « La Famille Nouvelle » une grande partie des sociétaires sont des militants très connus dans les organisations politiques ou syndicales. Aux assemblées de cercle, l'on se croirait dans un petit congrès. Il y a seulement un an, on pouvait remarquer une camaraderie assez sérieuse, les discussions étaient courtoises, chacun faisant son possible pour apporter son concours à la bonne gestion de cette belle œuvre qu'est la Coopération.

À l'assemblée générale annuelle de 1923, l'ancien Conseil d'administration fut, après un vote très difficile, remplacé par un bureau composé en grosse majorité de membres du parti communiste. Je fais remarquer que ce changement fut acquis, grâce à l'appui qu'apportèrent à ceux-ci les libertaires.

Depuis cette époque, les luttes intestines commencèrent à se développer d'une façon inquiétante. Des brimades, des insultes furent exercées envers ceux qui ne pensaient pas comme le « bureau ». Des attaques sournoises furent tentées contre les libertaires peu nombreux cependant dans la société.

La première de celles-ci fut dirigée contre les syndicalistes et les libertaires, elle fut forcément hypocrite. Il s'agissait de fermer la « Maison commune » sous le prétexte d'intérêt commercial et de transformer celle-ci en restaurant. Cette maison est le refuge de nombreuses organisations n'ayant pas la possibilité de se réunir ailleurs. Les communistes savent très bien la pénurie de salles où les révolutionnaires peuvent en toute sécurité se réunir. Cette grossière manœuvre fut déjouée et après plusieurs votes successifs et pour des raisons diverses, les camarades repoussèrent ce piège qui leur était tendu.

Puis, vint le refus de poser une affiche dans les restaurants, pour sauver le valeureux Mackno.

Ensuite un rapport de la commission exécutive du cercle demandant la suppression des abonnements aux journaux d'avant-garde parmi lesquels le Libertaire, la Bataille syndicaliste et l'Égalité. Le vote sur ce rapport tourna à la confusion de

l'ancien Conseil d'administration fut, après un vote très difficile, remplacé par un bureau composé en grosse majorité de membres du parti communiste. Je fais remarquer que ce changement fut acquis, grâce à l'appui qu'apportèrent à ceux-ci les libertaires.

Depuis cette époque, les luttes intestines commencèrent à se développer d'une façon inquiétante. Des brimades, des insultes furent exercées envers ceux qui ne pensaient pas comme le « bureau ». Des attaques sournoises furent tentées contre les libertaires peu nombreux cependant dans la société.

La première de celles-ci fut dirigée contre les syndicalistes et les libertaires, elle fut forcément hypocrite. Il s'agissait de fermer la « Maison commune » sous le prétexte d'intérêt commercial et de transformer celle-ci en restaurant. Cette maison est le refuge de nombreuses organisations n'ayant pas la possibilité de se réunir ailleurs. Les communistes savent très bien la pénurie de salles où les révolutionnaires peuvent en toute sécurité se réunir. Cette grossière manœuvre fut déjouée et après plusieurs votes successifs et pour des raisons diverses, les camarades repoussèrent ce piège qui leur était tendu.

Puis, vint le refus de poser une affiche dans les restaurants, pour sauver le valeureux Mackno.

Ensuite un rapport de la commission exécutive du cercle demandant la suppression des abonnements aux journaux d'avant-garde parmi lesquels le Libertaire, la Bataille syndicaliste et l'Égalité. Le vote sur ce rapport tourna à la confusion de

l'ancien Conseil d'administration fut, après un vote très difficile, remplacé par un bureau composé en grosse majorité de membres du parti communiste. Je fais remarquer que ce changement fut acquis, grâce à l'appui qu'apportèrent à ceux-ci les libertaires.

Depuis cette époque, les luttes intestines commencèrent à se développer d'une façon inquiétante. Des brimades, des insultes furent exercées envers ceux qui ne pensaient pas comme le « bureau ». Des attaques sournoises furent tentées contre les libertaires peu nombreux cependant dans la société.

La première de celles-ci fut dirigée contre les syndicalistes et les libertaires, elle fut forcément hypocrite. Il s'agissait de fermer la « Maison commune » sous le prétexte d'intérêt commercial et de transformer celle-ci en restaurant. Cette maison est le refuge de nombreuses organisations n'ayant pas la possibilité de se réunir ailleurs. Les communistes savent très bien la pénurie de salles où les révolutionnaires peuvent en toute sécurité se réunir. Cette grossière manœuvre fut déjouée et après plusieurs votes successifs et pour des raisons diverses, les camarades repoussèrent ce piège qui leur était tendu.

Puis, vint le refus de poser une affiche dans les restaurants, pour sauver le valeureux Mackno.

Ensuite un rapport de la commission exécutive du cercle demandant la suppression des abonnements aux journaux d'avant-garde parmi lesquels le Libertaire, la Bataille syndicaliste et l'Égalité. Le vote sur ce rapport tourna à la confusion de

l'ancien Conseil d'administration fut, après un vote très difficile, remplacé par un bureau composé en grosse majorité de membres du parti communiste. Je fais remarquer que ce changement fut acquis, grâce à l'appui qu'apportèrent à ceux-ci les libertaires.

Depuis cette époque, les luttes intestines commencèrent à se développer d'une façon inquiétante. Des brimades, des insultes furent exercées envers ceux qui ne pensaient pas comme le « bureau ». Des attaques sournoises furent tentées contre les libertaires peu nombreux cependant dans la société.

La première de celles-ci fut dirigée contre les syndicalistes et les libertaires, elle fut forcément hypocrite. Il s'agissait de fermer la « Maison commune » sous le prétexte d'intérêt commercial et de transformer celle-ci en restaurant. Cette maison est le refuge de nombreuses organisations n'ayant pas la possibilité de se réunir ailleurs. Les communistes savent très bien la pénurie de salles où les révolutionnaires peuvent en toute sécurité se réunir. Cette grossière manœuvre fut déjouée et après plusieurs votes successifs et pour des raisons diverses, les camarades repoussèrent ce piège qui leur était tendu.

Puis, vint le refus de poser une affiche dans les restaurants, pour sauver le valeureux Mackno.

Ensuite un rapport de la commission exécutive du cercle demandant la suppression des abonnements aux journaux d'avant-garde parmi lesquels le Libertaire, la Bataille syndicaliste et l'Égalité. Le vote sur ce rapport tourna à la confusion de

l'ancien Conseil d'administration fut, après un vote très difficile, remplacé par un bureau composé en grosse majorité de membres du parti communiste. Je fais remarquer que ce changement fut acquis, grâce à l'appui qu'apportèrent à ceux-ci les libertaires.

Depuis cette époque, les luttes intestines commencèrent à se développer d'une façon inquiétante. Des brimades, des insultes furent exercées envers ceux qui ne pensaient pas comme le « bureau ». Des attaques sournoises furent tentées contre les libertaires peu nombreux cependant dans la société.

La première de celles-ci fut dirigée contre les syndicalistes et les libertaires, elle fut forcément hypocrite. Il s'agissait de fermer la « Maison commune » sous le prétexte d'intérêt commercial et de transformer celle-ci en restaurant. Cette maison est le refuge de nombreuses organisations n'ayant pas la possibilité de se réunir ailleurs. Les communistes savent très bien la pénurie de salles où les révolutionnaires peuvent en toute sécurité se réunir. Cette grossière manœuvre fut déjouée et après plusieurs votes successifs et pour des raisons diverses, les camarades repoussèrent ce piège qui leur était tendu.

Puis, vint le refus de poser une affiche dans les restaurants, pour sauver le valeureux Mackno.

Ensuite un rapport de la commission exécutive du cercle demandant la suppression des abonnements aux journaux d'avant-garde parmi lesquels le Libertaire, la Bataille syndicaliste et l'Égalité. Le vote sur ce rapport tourna à la confusion de

l'ancien Conseil d'administration fut, après un vote très difficile, remplacé par un bureau composé en grosse majorité de membres du parti communiste. Je fais remarquer que ce changement fut acquis, grâce à l'appui qu'apportèrent à ceux-ci les libertaires.

Depuis cette époque, les luttes intestines commencèrent à se développer d'une façon inquiétante. Des brimades, des insultes furent exercées envers ceux qui ne pensaient pas comme le « bureau ». Des attaques sournoises furent tentées contre les libertaires peu nombreux cependant dans la société.

La première de celles-ci fut dirigée contre les syndicalistes et les libertaires, elle fut forcément hypocrite. Il s'agissait de fermer la « Maison commune » sous le prétexte d'intérêt commercial et de transformer celle-ci en restaurant. Cette maison est le refuge de nombreuses organisations n'ayant pas la possibilité de se réunir ailleurs. Les communistes savent très bien la pénurie de salles où les révolutionnaires peuvent en toute sécurité se réunir. Cette grossière manœuvre fut déjouée et après plusieurs votes successifs et pour des raisons diverses, les camarades repoussèrent ce piège qui leur était tendu.

Puis, vint le refus de poser une affiche dans les restaurants, pour sauver le valeureux Mackno.

Ensuite un rapport de la commission exécutive du cercle demandant la suppression des abonnements aux journaux d'avant-garde parmi lesquels le Libertaire, la Bataille syndicaliste et l'Égalité. Le vote sur ce rapport tourna à la confusion de

l'ancien Conseil d'administration fut, après un vote très difficile, remplacé par un bureau composé en grosse majorité de membres du parti communiste. Je fais remarquer que ce changement fut acquis, grâce à l'appui qu'apportèrent à ceux-ci les libertaires.

Depuis cette époque, les luttes intestines commencèrent à se développer d'une façon inquiétante. Des brimades, des insultes furent exercées envers ceux qui ne pensaient pas comme le « bureau ». Des attaques sournoises furent tentées contre les libertaires peu nombreux cependant dans la société.

La première de celles-ci fut dirigée contre les syndicalistes et les libertaires, elle fut forcément hypocrite. Il s'agissait de fermer la « Maison commune » sous le prétexte d'intérêt commercial et de transformer celle-ci en restaurant. Cette maison est le refuge de nombreuses organisations n'ayant pas la possibilité de se réunir ailleurs. Les communistes savent très bien la pénurie de salles où les révolutionnaires peuvent en toute sécurité se réunir. Cette grossière manœuvre fut déjouée et après plusieurs votes successifs et pour des raisons diverses, les camarades repoussèrent ce piège qui leur était tendu.

Puis, vint le refus de poser une affiche dans les restaurants, pour sauver le valeureux Mackno.

Ensuite un rapport de la commission exécutive du cercle demandant la suppression des abonnements aux journaux d'avant-garde parmi lesquels le Libertaire, la Bataille syndicaliste et l'Égalité. Le vote sur ce rapport tourna à la confusion de

l'ancien Conseil d'administration fut, après un vote très difficile, remplacé par un bureau composé en grosse majorité de membres du parti communiste. Je fais remarquer que ce changement fut acquis, grâce à l'appui qu'apportèrent à ceux-ci les libertaires.

Depuis cette époque, les luttes intestines commencèrent à se développer d'une façon inquiétante. Des brimades, des insultes furent exercées envers ceux qui ne pensaient pas comme le « bureau ». Des attaques sournoises furent tentées contre les libertaires peu nombreux cependant dans la société.

La première de celles-ci fut dirigée contre les syndicalistes et les libertaires, elle fut forcément hypocrite. Il s'agissait de fermer la « Maison commune » sous le prétexte d'intérêt commercial et de transformer celle-ci en restaurant. Cette maison est le refuge de nombreuses organisations n'ayant pas la possibilité de se réunir ailleurs. Les communistes savent très bien la pénurie de salles où les révolutionnaires peuvent en toute sécurité se réunir. Cette grossière